

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 9 (1917)
Heft: 12

Artikel: L'Europa en 1920 [fin]
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-383191>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'Europe en 1920

(Fin)

Mais voici surtout la dernière réflexion qui doit nous aider à dissiper le cauchemar du chiffre effroyable évoqué tout à l'heure : c'est que ces milliards et ces trillions ne sont précisément que des chiffres, autrement dit, ne correspondent, pour la plus grosse part, à aucune destruction réelle de richesse. Que représentent-ils en effet ? Les achats faits aux fournisseurs et fabricants d'armes, munitions et approvisionnements, les frais de transport par navires et chemins de fer, les soldes des troupes, les allocations aux familles des mobilisés, les pensions et indemnités aux victimes de la guerre, les intérêts aux prêteurs de capitaux — c'est-à-dire que toutes ces dépenses sont autant de revenus et même de cornes d'abondance pour des millions de bénéficiaires.

Quoi donc ? Les dépenses de la guerre ne seraient-elles qu'une fiction et faudrait-il en arriver à cette conclusion étourdissante qu'en réalité l'énorme guerre n'aura rien coûté ? Certes, nous nous garderons de formuler un tel paradoxe, qui serait une insulte à tant de ruines trop réelles. La guerre, si elle dure six ans, et même n'en durât-elle que quatre, aura coûté plus qu'aucun des cataclysmes qui ont dévasté le monde — y compris sans doute le déluge. Elle aura coûté d'abord des vies innombrables, dont il serait impie de chercher à faire l'estimation, car elles sont sans prix, puis aussi tant de maisons et de villes entières incendiées et rasées, les usines avec leur outillage saccagées, les puits de mines et de pétrole comblés, les forêts séculaires coupées, les troupeaux abattus, les chevaux massacrés, les stocks d'approvisionnements épuisés, les navires et leurs cargaisons coulés, plus nombreux que ne l'ont fait les tempêtes et les écueils depuis mille ans, les voies ferrées et les locomotives usées à fond, et la terre elle-même, sur tout l'immense front, éventrée à mort. Oui, sans doute, mais si effrayante que puisse paraître cette énumération, elle est bien loin de représenter une valeur égale aux centaines de milliards de milliards chiffrés tout à l'heure : et bien qu'il soit difficile de faire l'estimation des richesses détruites, peut-être pourrait-on dire qu'elles ne représenteront pas la dixième partie des dépenses payées par les Etats belligérants.

Voilà à quoi se réduit la somme des richesses réellement anéanties et qu'il faudra refaire — tâche énorme sans doute, mais qui ne sera pas au-dessus des efforts de 450 millions d'hommes. Cette grande œuvre de reconstitution apparaîtra moins insurmontable qu'il ne semble au premier abord si l'on réfléchit à ceci, qu'il en est des richesses comme des hommes : elles sont toutes, et même les plus durables, destinées à périr tôt ou tard. La guerre n'a donc fait que hâter, pour les uns comme pour les autres, le terme inévitable. Les maisons et les navires auraient été, un jour ou l'autre, démolis, ou rebâtis, les machines remplacées, les forêts coupées et replantées, les stocks de matières premières et d'approvisionnements consommés. Le travail de remplacement sera donc le même : seulement au lieu de s'espacer sur la durée d'une génération, il faudra qu'il s'effectue à bref délai et cela avec une population décimée. N'importe ! les survivants pourront suffire à la tâche, s'ils veulent seulement apporter aux travaux de la paix la même ferveur que celle qu'ils ont apportée aux travaux de la guerre. Celle-ci, en nous montrant des pays qui, privés de presque toute leur population masculine adulte, continuaient cependant à vivre et à suffire tant bien que mal à leurs besoins, a été une révélation. Oui, elle nous a révélé combien il y avait dans nos pays d'énergies latentes non utilisées en temps normal et combien, en même temps, de travail et de capitaux gaspillés pour la vaine satisfaction de besoins

de luxe et de pure convention, puisqu'il a suffi de mobiliser les premières restées inutilisées et de canaliser les seconds vers un plus utile emploi pour alimenter la vie économique des pays pendant trois et, s'il le faut, pendant six ans de la plus ruineuse des guerres.

Cet enseignement ne sera pas perdu. La France surtout aura appris qu'avant la guerre elle ne savait ou ne voulait utiliser qu'une minime partie des ressources de sa terre fertile, de son sol ignoré, de ses magnifiques possessions coloniales. Et si elle sait profiter de la leçon, elle pourra augmenter son revenu national d'une valeur égale et supérieure à celle qui résultera des dépenses de guerre, et cette fois il ne s'agira plus d'un accroissement purement nominal de valeur comme celui que nous supposons tout à l'heure, mais bien d'un accroissement réel de richesses.

* * *

On trouvera sans doute ces prévisions bien optimistes. Elles le sont peut-être, mais seulement au point de vue financier. A d'autres points de vue, elles pourraient être beaucoup plus sombres. Il est possible que le prélèvement exercé sur les revenus du travail pour entretenir un si grand nombre de rentiers ne développe le parasitisme et qu'il ne suffise pas, pour nous rassurer, de nous dire que fréquemment le parasité et le parasite ne feront qu'un.

Il est possible que les belligérants, certains d'entre eux du moins, ne puissent se relever de la plaie par laquelle aura coulé à flot leur sang le plus généreux. Il est possible aussi que d'autres restent irrémédiablement atteints dans leur santé morale par une si longue épreuve, qui leur aura fait perdre la notion si péniblement acquise d'une civilisation commune et les aura fait retourner à l'état sauvage. Les appréhensions à ces divers points de vue ne sont que trop fondées, mais tout ce que nous avons voulu dire c'est que si, à la suite de cette guerre, l'Europe doit perdre l'hégémonie qu'elle a exercée dans le monde, ce ne sera pas pour avoir succombé sous la dépense. Un proverbe français dit : Plaie d'argent n'est pas mortelle — et s'il a été souvent vérifié pour les individus, il l'a été aussi et le sera cette fois encore pour les nations.



Dans les fédérations

Typographes. — Après que l'assemblée des délégués de la fédération des typographes eut ratifié, les 13 et 14 octobre, à Aarau, la convention professionnelle conclue entre les patrons imprimeurs de la Suisse allemande et l'organisation ouvrière, il s'agissait de la faire aussi adopter par les imprimeries de la Suisse romande. Les patrons de cette région refusèrent tout d'abord catégoriquement de participer aux négociations et présentèrent un tarif élaboré par eux et qui ne pouvait en aucun cas être pris en considération. La situation devint très sérieuse, cela d'autant plus que la Société des maîtres imprimeurs de la Suisse romande avait fondé à Genève une fabrique de lignes destinée à produire la composition en cas de conflit. Le comité central des typographes prit des mesures énergiques, interdit la manipulation et l'impression de la composition provenant de cette fabrique, proclama l'interdit sur toutes les imprimeries de la Suisse romande et somma les patrons à signer la convention professionnelle au plus tard jusqu'au 10 novembre, sans quoi la grève éclaterait le mardi 13. Devant une attitude aussi résolue, les maîtres imprimeurs préférèrent éviter un conflit dont le résultat final, vue la solidarité des ouvriers, n'était pas douteux. Un certain nombre de maisons signèrent la convention de suite, et le comité central de l'Association patronale convoqua pour le 8 novembre une assemblée générale extraordinaire à Lausanne. Celle-ci ne prit